

L'économie de La Réunion en 2017

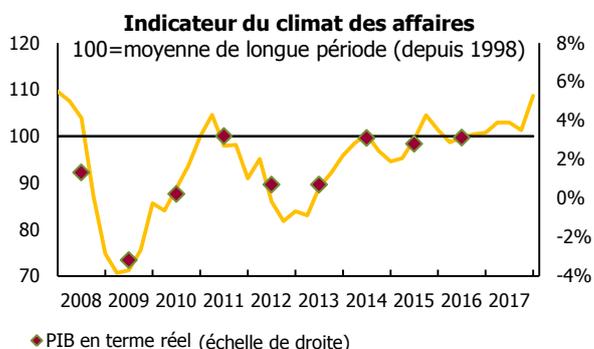
Une année solide et des signaux positifs pour 2018

L'année 2017 confirme l'installation de l'économie réunionnaise dans un environnement conjoncturel bien orienté, pour la quatrième année consécutive. Des effets d'entraînement positifs sont générés par le renforcement de l'investissement qui gagne enfin en vigueur, et sont confortés par une trésorerie et des actifs financiers en progression. La consommation des ménages est vigoureuse, dans un contexte de progression de la masse salariale, de faible inflation et d'accélération du crédit. L'emploi salarié privé progresse (bien que plus modestement qu'en 2016), tandis que les emplois en contrats courts se développent nettement et que le marché de l'emploi fait face à la baisse des emplois aidés. Le climat des affaires termine l'année sur un point haut, augurant des perspectives bien orientées à court terme. Sur ces niveaux favorables, les risques d'essoufflement sont toutefois présents.

Cette amélioration profite à la plupart des secteurs. L'agriculture maintient son activité, avec une campagne cannière en hausse et une filière avicole qui se redresse. Le commerce et les IAA profitent de la bonne orientation de la consommation. L'activité du BTP est soutenue par les travaux routiers, aéroportuaires et des centres hospitaliers. A contrario, la construction et la réhabilitation de logements sociaux sont moins fortes qu'attendu. La situation des services marchands est jugée favorable, en particulier l'industrie touristique. L'activité bancaire est vigoureuse et accompagne cette embellie, dans un contexte de restructurations organisationnelles et de changement de modèle de la banque de détail (réglementation, digitalisation, etc.).

UN CLIMAT DES AFFAIRES AU PLUS HAUT DEPUIS DIX ANS

L'amélioration du climat des affaires s'accélère



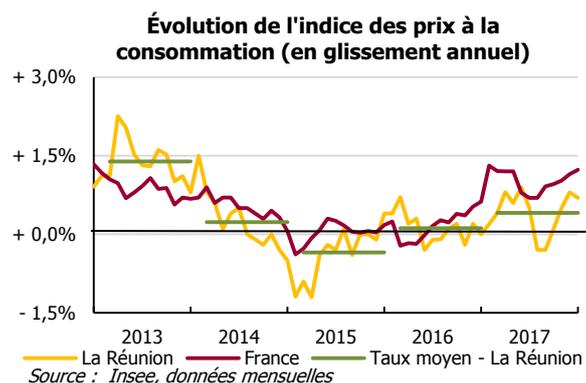
Sources : IEDOM, Insee, CEROM

La poursuite de l'amélioration de l'indice du climat des affaires (ICA, qui mesure l'opinion des chefs d'entreprise sur le contexte économique) entrevue en fin d'année 2016 s'est confirmée en 2017. L'ICA s'établit en moyenne à 104 points contre 100 points en 2016, année de croissance soutenue (le PIB ayant augmenté en volume de 3,1 %). À son plus haut niveau depuis dix ans en 2017, il s'installe donc près de sa moyenne de long terme (correspondant à une croissance voisine de 3,0 %) pour la troisième année consécutive. Par ailleurs, l'ICA termine l'année 2017 sur une hausse sensible (indice à 108,7 points au quatrième trimestre), augurant des perspectives bien orientées pour 2018. La possibilité du maintien de ce contexte favorable est confortée par

l'absence de signal d'inflexion, avec des améliorations concomitantes de la situation courante et anticipée, en particulier en ce qui concerne l'activité et les effectifs. La bonne tenue des intentions d'investissement des chefs d'entreprise est également rassurante pour l'avenir.

Une inflation contenue

Les prix à la consommation des ménages progressent de 0,4 % en moyenne en 2017, après +0,1 % en 2016. Cette évolution résulte de la hausse de la composante énergie (+5,5 % en moyenne, dans un contexte d'augmentation de 21 % du prix du pétrole) et dans une moindre mesure de celle des produits alimentaires (+0,9 %) et du tabac (+4,7 %). En revanche, les prix des services, représentant près de la moitié des dépenses de consommation des ménages réunionnais, diminuent de 0,3 % en moyenne sur 2017 contre +1,1 % en 2016. Cette baisse provient notamment de l'arrivée de nouveaux concurrents sur les marchés aériens et des télécommunications. Cette évolution entraîne ainsi une inflation hors énergie (+0,1 %) plus faible qu'en 2016 (+0,5 %). La croissance des prix à La Réunion en 2017 est plus modérée qu'en France métropolitaine (+1,0 % contre +0,2 % l'année précédente).



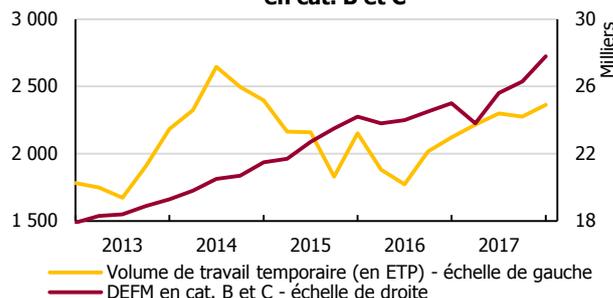
Bonne tenue du marché de l'emploi privé et développement des contrats courts

En 2017, l'emploi salarié privé continue de progresser, mais à un rythme plus modéré. En moyenne, il augmente de 1,7 %, après deux années de croissance soutenue (+2,9 % en 2016 et +2,6 % en 2015). En parallèle, le volume de travail temporaire en équivalent temps plein augmente fortement en 2017 (+17,5 % en moyenne). Cette évolution s'accompagne d'une augmentation de 11,2 % de la demande d'emploi des catégories B et C (qui ont exercé une activité réduite).

En revanche, la réduction du nombre de contrats aidés (transformés en « parcours emploi compétences » depuis janvier 2018) devrait impacter négativement les emplois non marchands, donc l'emploi total de l'année 2017.

Pour autant, le marché du travail continue de s'améliorer. À fin décembre 2017, 135 780 (CVS) demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A, soit une diminution de 0,3 % en glissement annuel, après une stabilisation en 2016. Cette baisse profite essentiellement aux hommes, dont le nombre diminue de 0,7 %. La demande d'emploi des moins de 50 ans fléchit, en particulier celle des moins de 25 ans (-4,7 %). Seul le nombre de demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans continue de progresser (+5,5 %, après +6,2 % en 2016).

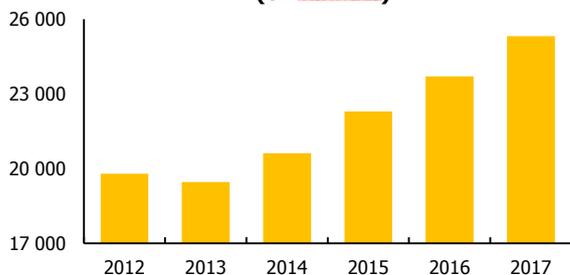
Travail temporaire et demandeurs d'emploi en cat. B et C



Sources : DARES; Pôle emploi, données trimestrielles

Une consommation des ménages dynamique

Ventes de véhicules de tourisme (en nombre)



Source : SOeS-RSVERO

de l'encours de crédits à la consommation, qui s'accélère : +11,4 % sur un an, après +7,4 % en 2016 et +2,0 % en 2015.

La consommation des ménages reste vigoureuse, soutenue par une inflation faible et une masse salariale bien orientée (+3,8 % en moyenne pour le secteur privé en 2017 après +4,1 % en 2016). Les professionnels du secteur du commerce affichent également une opinion favorable de leur activité.

Avec plus de 25 300 ventes, le marché des voitures particulières neuves atteint un niveau record en 2017 et progresse de 6,8 %, après +6,3 % déjà en 2016. D'une façon générale, les importations à destination des ménages restent à des niveaux élevés, en particulier celles de produits des industries agroalimentaires (IAA) qui progressent de 4,1 % en 2017 (+2,9 % l'année précédente). Les importations de produits courants et celles de biens d'équipement augmentent respectivement de 0,6 % et 2,7 %.

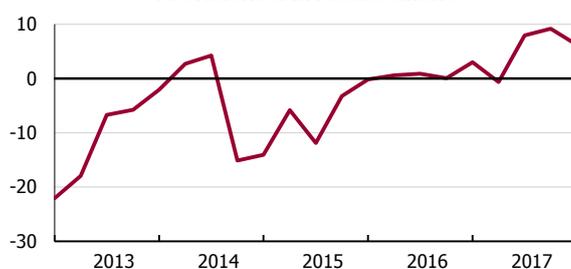
L'investissement gagne enfin en vigueur

Après un début d'année hésitant, dans le prolongement de 2016, les intentions d'investir des chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture s'affirment nettement en 2017, notamment celles des secteurs des IAA et services marchands. En parallèle, la progression des encours de crédits d'investissement s'intensifie : +8,5 % en glissement annuel à fin décembre 2017, contre +4,0 % l'année précédente.

Compte tenu des hauts niveaux déjà atteints, la croissance des importations de biens d'équipement professionnels s'essouffle (+1,2 %, contre +10,7 % en 2016) après une année 2016 « boostée » par le chantier de la Nouvelle route du littoral et l'arrivée d'un nouveau palangrier pour la pêche à la légine dans les Terres australes et antarctiques françaises. La hausse des importations de biens intermédiaires se stabilise (+1,7 %, après +1,8 % en 2016) et les ventes de véhicules utilitaires progressent de 4,6 % (à plus de 6 100 unités).

Les encours de crédits à l'habitat des ménages s'intensifient (+7,5 % en un an, après +4,9 % en 2016), ce qui se retrouve dans la progression soutenue des transactions immobilières (+15,3 % en valeur contre +3,7 % en 2016). Cette tendance profite tant à la vente de logements anciens (+13,5 %) que neufs (+19,2 %).

Prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture

Repli des échanges commerciaux

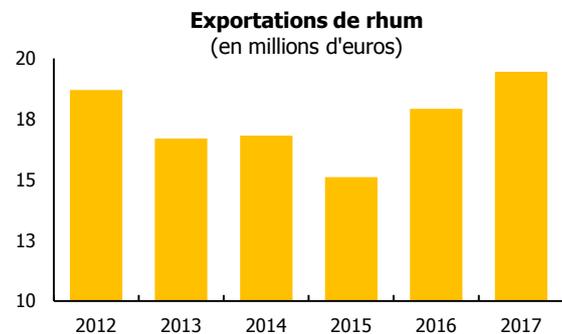
Après deux années consécutives de hausse, les échanges commerciaux avec l'extérieur diminuent en 2017. Les exportations reculent de 7,3 %, à 292,1 millions d'euros. Cette évolution provient essentiellement des exportations de produits des IAA, en baisse de 15,2 % par rapport à 2016, notamment celles de la légine, dont une partie est mise sous entrepôt douanier.

Les importations totales fléchissent de 11,3 %, après la livraison de quatre avions en 2016. Hors avions, les importations augmentent de 3,3 %, après +3,9 % en 2016 en lien avec la bonne tenue de la consommation et de l'investissement. Elles sont soutenues en particulier par la demande de produits des IAA et impactées par la hausse du cours du pétrole.

UN RENFORCEMENT DE L'ACTIVITÉ ET DES INTENTIONS D'INVESTIR

Des résultats mitigés dans le secteur primaire et les industries agroalimentaires

D'après les chefs d'entreprise du secteur de **l'agriculture**, l'activité se maintient à un niveau proche de sa moyenne de longue période, mais fléchit en fin d'année. Les exportations de produits agricoles et de la pêche diminuent de 11,5 % en 2017, en raison d'une mauvaise saison pour la culture fruitière (litchis, mangues, etc.). La filière élevage enregistre des évolutions contrastées. Les abattages de bovins progressent de 2,4 % en 2017, tandis que ceux de porcins diminuent de 3,4 % et ceux de volailles se stabilisent (+0,8 %). La campagne cannière 2017 s'inscrit en hausse de 4,8 %, mais s'accompagne d'une diminution de la richesse saccharine. À noter que les conditions de rémunération des planteurs ont été revalorisées en août 2017 afin de permettre à la filière de s'adapter au nouvel environnement marqué par la fin des quotas et des prix de référence depuis le 1^{er} octobre 2017¹.



source : Douanes

L'opinion des chefs d'entreprise du secteur des **IAA** sur leur activité est favorable, particulièrement en fin d'année. Cette tendance se retrouve dans la filière rhum où les exportations en valeur grimpent de 8,5 % (+18,7 % en 2016), aidée par le rehaussement du contingent sur le rhum traditionnel. Les exportations de sucre augmentent de 1,7 % en valeur. En revanche, celles des produits de la pêche diminuent de moitié en volume, après -10,9 %. Les professionnels du secteur prévoient une stabilisation de leur activité, et des effectifs en hausse

pour le début d'année 2018. Leurs intentions d'investissement sont au plus haut.

Les travaux routiers et aéroportuaires, soutien de l'activité du BTP

L'activité de la construction et des travaux publics se maintient grâce à la commande publique des principaux maîtres d'ouvrage qui progresse de 6,6 %, après -5,2 % en 2016. Les montants mandatés aux travaux routiers augmentent de 6,7 %, en lien avec les chantiers de la NRL (+9,1 %) et celui du pont de la rivière des Galets. En parallèle, la poursuite de la modernisation de l'aéroport Roland Garros ainsi que la réalisation de périmètres irrigués du littoral ouest contribuent à cette hausse.

Concernant le bâtiment, l'activité reste mitigée, notamment sur le logement social : les réhabilitations progressent, mais les livraisons neuves baissent de -9,6 % sur l'année. Moins de 2 500 logements ont été livrés, un nombre qui reste dans la moyenne de ces dernières années mais inférieur au plus haut de 2013-2014 (environ de 3 400).

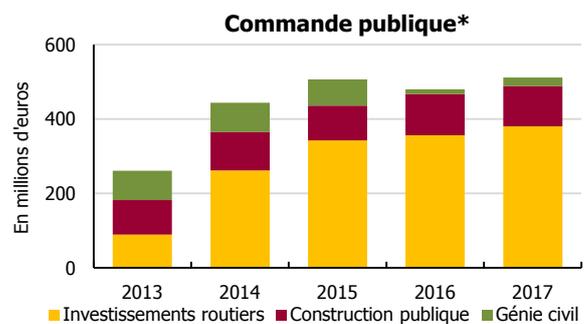
Par ailleurs, le redémarrage des ventes de logements neufs (+19,2 %, après cinq années de baisse) est favorable, mais demande à se poursuivre : en 2017 le nombre total de logements autorisés à la construction fléchit de 6,8 % (après une hausse exceptionnelle de 27 % en 2016), tandis que ceux mis en chantier chutent d'un quart.

Dans ce contexte, le nombre de salariés inscrits à la Caisse des congés payés du secteur BTP recule de 1,6 %, après +2,8 % en 2016.

Tout au long de l'année, les professionnels du secteur des **industries manufacturières** font état d'une activité et des effectifs stabilisés autour de leur moyenne de longue période. En revanche, leur trésorerie et les prévisions d'investissement sont moins favorables qu'en fin d'année 2016. Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise du secteur industriel prévoient néanmoins une amélioration de leur volume d'affaires.

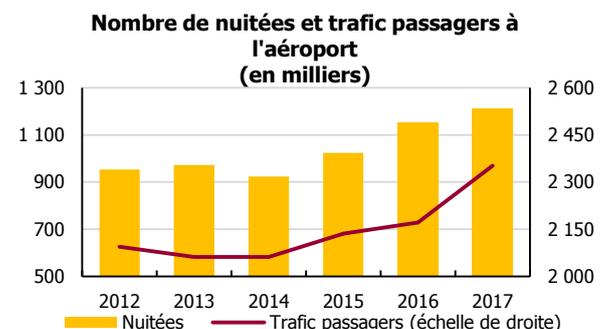
Une activité favorable pour les services

L'activité des **services marchands** est jugée favorable par les dirigeants du secteur en 2017, particulièrement au premier semestre. L'amélioration des délais de règlement client au second semestre impacte positivement leur trésorerie, confortant ainsi leurs intentions d'investir. Les prévisions d'activité pour début 2018 sont orientées à la hausse. L'embellie se poursuit pour le secteur **touristique**, avec plus de 500 000 touristes extérieurs accueillis en 2017 et 356,2 millions d'euros de recettes, soit des progressions respectives de 10,8 % et 9,5 %. Avec 1 210 000 nuitées, la fréquentation hôtelière connaît une nouvelle hausse (+4,9 %, après +12,7 % en 2016) et un taux d'occupation qui s'établit en moyenne à 64 %, en progression de quatre points par rapport à 2016. Par ailleurs, le trafic aérien atteint un record, avec plus de 2,3 millions de passagers (hors transit) et progresse de 8,3 % par rapport à 2016. Ce dynamisme touche particulièrement l'axe métropole-Réunion avec l'arrivée d'une nouvelle compagnie en juin 2017. Il profite également de capacités supplémentaires et d'ouverture de lignes sur des destinations régionales.



Source : CERBTP

* des principaux maîtres d'ouvrage : Région, Département, État et aéroport



Source : Insee, aéroports de Gillot et de Pierrefonds

¹ Depuis le premier octobre 2017, le marché européen du sucre a été libéralisé et ouvert à la concurrence. Il n'est plus réglementé. Cela se traduit par la fin des quotas et du prix de référence. Cf. Note Express 421 « la filière canne-sucre face à la libéralisation du marché européen du sucre en 2017 », Iedom, novembre 2016.

DYNAMISME DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

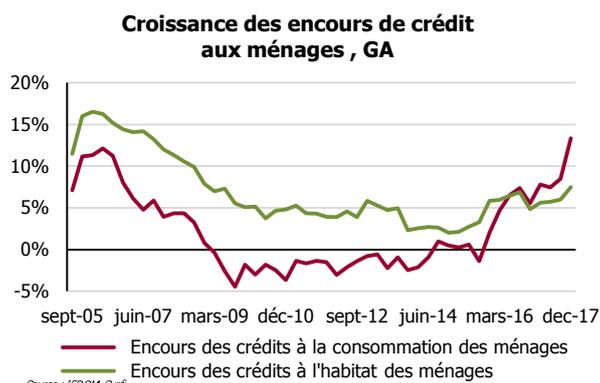
L'activité bancaire est dynamique en 2017. La croissance des actifs financiers détenus par les résidents réunionnais est soutenue et celle des crédits s'accélère. Les taux pratiqués à La Réunion poursuivent leur détente en 2017, dans un contexte de conditions financières exceptionnellement accommodantes (politique de la BCE de taux d'intérêt historiquement bas et d'assouplissement quantitatif, baisse des taux d'usure). En parallèle, le paysage bancaire réunionnais et les métiers de la banque de détail sont en mutation. De nouveaux acteurs apparaissent (compte Nickel, Orange bank, assureurs, crowdfunding, etc.), alors que la fusion de la Banque de La Réunion et de la Caisse d'épargne (CEPAC) réduit le nombre d'acteurs traditionnels, et que d'autres établissements conduisent des restructurations organisationnelles visant à s'adapter à la digitalisation et aux changements de modèle de la banque de détail (Bâle 3, IFRS 9, conformité...).

Progression sensible des actifs financiers et recherche de rendement

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais dépassent les 14 milliards d'euros d'encours à fin 2017. Ils se composent principalement d'actifs détenus par les ménages (plus de 9,8 milliards) dont le rythme de progression s'accélère en 2017 (+6,1 %, contre moitié moins les trois années précédentes), mais restent inférieurs aux niveaux d'avant crise (croissance moyenne autour de 8 % dans les années 2000-2007). En lien avec la faible rémunération des produits d'épargne, la préférence des ménages pour la liquidité est toujours marquée : les dépôts à vue sont en hausse de plus de 12 % en 2017. Toutefois, l'année 2017 marque un redressement de certains placements liquides ou à long terme, notamment l'assurance-vie (+7,0 % contre +4,0 % en moyenne sur la période 2014-2016) et les comptes d'épargne à régime spécial (+3,8 %, contre moitié moins en moyenne sur les trois années précédentes). La progression des actifs détenus par les sociétés non financières (SNF) est également soutenue, notamment les dépôts à vue qui progressent de plus de 10 % pour la cinquième année consécutive. En plus du contexte conjoncturel favorable et du CICE, ces derniers profitent de transferts liés à la décollecte des placements liquides (-17,6 %).

Croissance soutenue des crédits, tirée par la consommation et l'investissement

En 2017, les encours sains de crédits à l'économie réunionnaise affichent la plus forte progression (+6,8 %) depuis la crise (moyenne de 2,8 % sur la période 2009-2016) et dépassent désormais les 21 milliards d'euros. Contrairement aux années antérieures, les prêteurs institutionnels (AFD et CDC pour l'essentiel) ne tirent pas particulièrement la tendance à la hausse, même s'ils y contribuent. Les crédits aux sociétés non financières (SNF) progressent de 4,1 %, tirés par des crédits d'investissement en hausse de 8,5 % (contre +3,7 % moyenne sur la période 2014-2016). Les crédits immobiliers des entreprises progressent de 3,2 %. Cette croissance reste cependant bien en deçà des rythmes observés les années précédentes, en lien avec la modération des investissements des bailleurs sociaux. Les crédits de trésorerie aux SNF affichent une contraction importante pour la seconde année consécutive (-8,2 % après -3,4 % en 2016). Cette baisse va de concert avec la forte hausse de leurs dépôts à vue et traduit vraisemblablement une amélioration de leur situation en termes de trésorerie. Les encours d'affacturage sont également en baisse, alors qu'ils progressaient fortement les années précédentes. Du côté des ménages, la croissance des encours de crédit à l'habitat s'accélère, à +7,5 % (contre +4,0 % moyenne sur la période 2014-2016), soit la plus forte hausse depuis la crise de 2009. Cette évolution témoigne du regain d'activité dans le secteur de l'immobilier. La dynamique des crédits à la consommation s'intensifie (+11,4 %, contre +2,1 % en moyenne sur la période 2014-2016), et vient financer les achats d'automobiles et de biens d'équipement des ménages. Enfin, les encours de crédit aux collectivités locales progressent de 8,2 % sur l'année, après une légère contraction en 2016.



Poursuite de l'assainissement du portefeuille des établissements de crédit

Pour la cinquième année consécutive, les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit installés localement diminuent en 2017 (-5,5 %). L'encours a baissé de 300 millions d'euros depuis fin 2012, en lien également avec des cessions de créances compromises à des cabinets de recouvrement spécialisés. Le taux de créances douteuses s'établit désormais à 3,9 % des encours bruts totaux à fin 2017, contre 6,6 % au plus haut en 2012 (y compris les encours des prêteurs institutionnels qui ne déclarent pas de douteux).

DES SIGNAUX POSITIFS À CONCRÉTISER

L'année 2017 confirme l'installation de l'économie réunionnaise sur un rythme de croissance encore soutenu et solide. La plupart des secteurs participent de cette performance, avec une dynamique autoentretenu de bon augure pour 2018. L'exercice écoulé s'est en effet achevé sur un élan positif, ne laissant pas percevoir de risque de ralentissement brutal à court terme, même si certains leviers de croissance sont appelés à s'essouffler (taux d'intérêt, faiblesse de l'inflation). L'enjeu pour 2018 sera de parvenir à maintenir ce rythme de croissance. Pour cela, la confiance et la visibilité des agents économiques seront encore une fois déterminantes, ainsi que la capacité de l'économie à développer de nouveaux moteurs de relais structurants et durables. Certaines filières (économie bleue, économie verte, numérique...) s'organisent et émergent en ce sens, induisant des besoins de formations et de compétences adéquates, et offrant des potentiels de création de richesses et d'emplois à concrétiser, déterminants pour l'avenir. L'enjeu à plus long terme, porté par les Assises de l'Outre-mer, consistera à apporter de la visibilité et un projet d'avenir qui soit réaliste et adapté au territoire.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Marie-Anne POUSSIN-DELMAS - Responsable de la rédaction : Thierry BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2018 – Dépôt légal : avril 2018 – ISSN 1952-9619